



## ENGIE – Résultats 2019

*Dégager des moyens pour la croissance et l'amélioration des garanties sociales*

La Direction du Groupe a présenté les résultats 2019 en affichant notamment une progression importante du résultat opérationnel courant (+ 700 millions €, + 14%).

La progression est due principalement au fonctionnement des centrales nucléaires belges qui avaient connu une longue période d'arrêt en 2018. En dehors de cet effet purement mécanique, l'évolution est légèrement négative (-35 M€).

Il est important de rappeler que ce résultat inclut les économies nettes du plan « Lean », plan d'économie ENGIE, qui pèsent sur le personnel à hauteur de 325 M€. En neutralisant cet effet « Lean », la progression liée à l'évolution pure de l'activité est négative de 360 M€ soit -7% !

Ainsi malgré une direction qui se targue de « la meilleure année de la décennie », le Groupe régresse. Cela conforte une nouvelle fois ce que la CGT analyse depuis 3 ans : le plan stratégique de Mme Kocher a affaibli le Groupe et l'a privé de moyens nécessaires à sa croissance.

Plus inquiétantes sont les prévisions pour les 3 ans à venir :

Le plan d'investissement est calé sur des investissements à hauteur de 7 milliards € par an. A première vue, cela n'est pas très éloigné du niveau précédent : 7,3 milliards € de 2016 à 2018, 7,5 milliards € de 2013 à 2015. Mais ces investissements incluent un complément annuel de 1,3 milliard € du fonds de démantèlement du nucléaire belge. L'arrêt d'une activité ne peut être considéré comme un investissement sur l'avenir ! Ainsi les « vrais » investissements seraient donc plutôt de l'ordre de 5,7 milliards soit une baisse importante de 20% par rapport à la période précédente !

Ce recul à venir de l'investissement est dû à la contrainte financière issue de 4 éléments :

- La perte de sources de revenus importants avec la vente d'une grande partie de l'amont énergétique (centrales électriques, exploration-production, GNL) ;
- L'impréparation sur le nucléaire belge, dont il n'était pas difficile de prévoir depuis plus de 10 ans, la nécessité du provisionnement financier. Le Groupe va payer cette impréparation à marche forcée ;
- La dette est élevée et le taux d'endettement n'a pas baissé durant les 4 ans du mandat de Mme Kocher. Les cessions, non seulement ont affaibli le développement du Groupe, mais n'ont pas eu comme conséquence positive de baisser le taux d'endettement, l'essentiel des fonds encaissés par ces ventes ayant servi à payer les dividendes extravagants des actionnaires.
- Et ça continue puisque le Conseil d'Administration a voté l'augmentation des dividendes pour cette année, à 2,0 milliards € pour un résultat net prévu de 1 milliard d'euros, soit un taux de distribution de 200% !

La CGT a voté contre le dividende lors du Conseil d'Administration du 26 février 2020 et propose :

- Une forte baisse des dividendes, qui ne devraient pas dépasser, à notre sens, la moitié du résultat net part du groupe (1 milliard d'euros cette année soit au maximum 500 millions de dividendes). Les actionnaires doivent participer à la croissance du Groupe en laissant les résultats dans le Groupe. En effet si nous avions appliqué cette règle dès 2013 (scission avec SUEZ) à 2018, 2,5 milliard d'euros auraient été versés aux actionnaires au maximum en 6 ans or pendant cette période le groupe a déjà versé plus de 15 milliards d'euros de dividendes!

- L'affectation de ces moyens dégagés par la baisse des dividendes pour financer la croissance à la fois par l'augmentation des investissements et par l'arrêt de la pression sur les coûts (plan Lean) qui pèse sur l'emploi, sur les conditions de travail et qui entraîne une détérioration des conditions sociales. Au contraire, des moyens doivent être affectés à l'embauche, à la formation, à l'amélioration des salaires et des garanties sociales.
- L'arrêt des plans de cessions et le maintien d'un groupe intégré axé sur la transition énergétique : énergie et infrastructures, services, eau et propreté.